

Soupçons de connivence : l'extrême droite manœuvre, Dati enfonce Thomas Legrand et Patrick Cohen

La vidéo pirate d'une discussion entre Thomas Legrand et Patrick Cohen avec deux cadres du Parti socialiste sur Rachida Dati place les deux éditorialistes dans la tourmente. La ministre a demandé des mesures à France Inter, renouant avec son interventionnisme sur le service public, tandis que l'extrême droite se régale de l'affaire.

[Mathieu Dejean](#)

6 septembre 2025 à 18h24

Une vidéo filmée à l'insu de ses protagonistes et diffusée par un média d'extrême droite ; un apparent mélange des genres entre journalistes et responsables politiques socialistes dans un café parisien ; une ministre de la culture mise en cause, qui s'est fait une spécialité de menacer les journalistes du service public... : tous les ingrédients du scandale étaient là, et son retentissement est au rendez-vous.

Samedi 6 septembre, le journaliste Thomas Legrand a été suspendu de France Inter « à titre conservatoire », alors que la polémique enflait. Sur CNews, la scène pirate est devenue le sujet du jour – une « *réunion de travail entre stratégies socialistes* », ironisait Eliot Deval dès le matin sur l'antenne. Depuis, les réactions politiques s'enchaînent, en particulier de l'extrême droite mais pas seulement, pour dénoncer la supposée connivence politique des journalistes.



Le journaliste Thomas Legrand en juin 2022, à Paris. © JOEL SAGET / AFP

Tout a commencé par un article d'Arthur de Watrigant, directeur de la rédaction de *L'Incorrect*, mis en ligne vendredi 5 septembre : « Révélation : “Patrick Cohen et moi, on fait ce qu'il faut pour Dati” : quand le service public fait campagne », annonce le magazine

d'extrême droite, qui [travaille à l'union des droites extrêmes](#). Sur les réseaux sociaux, la vidéo brute sur laquelle s'appuie l'article circule, ce dernier ayant été réalisé en dépit des règles journalistiques, sans aucun contradictoire.

On y voit les journalistes Patrick Cohen (intervieweur dans « C à vous » sur France 5 et éditorialiste dans la matinale de France Inter) et Thomas Legrand (éditorialiste à *Libération* et producteur de l'émission « En quête de politique » sur France Inter) en discussion dans un café parisien avec Pierre Juvet, secrétaire général du Parti socialiste (PS), et Luc Broussy, président du conseil national du PS.

La scène a lieu le 7 juillet 2025. Elle ressemble à un rendez-vous informel ordinaire – hors micros et caméras – entre journalistes politiques et responsables politiques, pour recueillir des informations. Dans l'extrait proposé, la conversation porte sur les municipales à Paris et l'éventualité que Rachida Dati, candidate Les Républicains (LR), l'emporte. Trois semaines plus tôt, Patrick Cohen avait été invectivé par la ministre de la culture sur France 5, dans [une séquence télé d'une rare violence](#). Thomas Legrand intervient alors : « *Nous, on fait ce qu'il faut pour Dati, Patrick [Cohen] et moi.* »

Un soupçon de « conspiration »

Dans une seconde vidéo publiée le même jour, grossièrement coupée, Thomas Legrand spéculé également sur l'espace qui pourrait s'ouvrir au centre-gauche à la présidentielle de 2027, « *de [François] Ruffin à [l'eurodéputé Pascal] Canfin* », et qui pourrait bénéficier à Raphaël Glucksmann si la droite était aspirée par le Rassemblement national (RN). Il précise que le « *centre-droit centre-gauche* » écoute « *en masse* » France Inter.

Rachida Dati, ministre de la culture, qui doit à ce titre se garder de toute ingérence dans la vie du service public, a jugé bon de réagir sur le réseau social X vendredi soir, demandant que des mesures soient prises contre les deux chroniqueurs : « *Des journalistes du service public et Libération affirment "faire ce qu'il faut" pour m'éliminer de l'élection à Paris. Des propos graves et contraires à la déontologie qui peuvent exposer à des sanctions. Chacun doit désormais prendre ses responsabilités.* »

Puis France Inter [a fait savoir](#) que Thomas Legrand « *ne sera[it] pas à l'antenne ce dimanche* ». Les autres employeurs de Cohen et de Legrand (*Libération*, France 5, etc.) n'ont pour le moment pas réagi. Sur le réseau Bluesky, la SDJ (société des journalistes) de Radio France [s'est indignée](#) de « *l'instrumentalisation par un média d'extrême droite de propos volés et sortis de leur contexte* ». « *Nous déplorons que certain-es s'en servent déjà pour s'en prendre à l'audiovisuel public, sans attendre d'explications* », a ajouté la SDJ.

Thomas Legrand a lui récusé auprès de l'AFP l'accusation qui lui est faite : « *Mon travail est de combattre les mensonges de M^{me} Dati et son attitude face à la presse. Je ne la combats pas politiquement.* » Contacté par Mediapart, il n'a pas souhaité commenter davantage. Pas plus que Patrick Cohen. « *Cette rencontre était tout le contraire d'une réunion conspirative* », a protesté celui-ci auprès du [Monde](#).

D'après nos informations, en effet, ce rendez-vous a eu lieu à la demande de Luc Broussy, partisan d'Olivier Faure comme Pierre Juvet, tous deux trouvant le premier secrétaire du PS injustement traité dans les éditoriaux respectifs de Patrick Cohen et de Thomas Legrand.

Dans un des articles de Thomas Legrand, sur [la « gauche donut »](#), celui-ci constatait le « *vide politique que représente le PS actuel* ». Au lendemain du [Congrès de Nancy](#) et de la [réunion de Bagneux](#) qui lance l'idée d'une candidature commune de la gauche non insoumise, l'objectif pour les socialistes est donc de faire de la pédagogie sur la stratégie d'Olivier Faure. C'est en embrayant sur l'idée d'élargir le périmètre de cette gauche que Thomas Legrand a défendu l'hypothèse que Raphaël Glucksmann pourrait être le mieux placé, contrairement à ses interlocuteurs. La connivence du quatuor était donc très relative, même si les propos de Thomas Legrand interrogent.

Quant à Rachida Dati, Thomas Legrand assume de s'en occuper « *journalistiquement* », comme il l'a fait en mai en [dénonçant](#) ses « *contre-vérités* » et en juin en la [qualifiant](#) de « *mini-Trump à la française* ». C'est ce qu'il explique dans un [texte](#) rendu public, où il dit comprendre que la diffusion de cette vidéo « *puisse susciter de la suspicion* ». « *Il est possible, par l'intermédiaire d'une vidéo volée, de mettre en cause l'ensemble de la profession. Ceux et celles qui tomberont dans ce piège évident fouleront les principes qui fondent notre espace public, à commencer par celui de la liberté de la presse* », conclut-il. Jointes par Mediapart, Pierre Jovet et Luc Broussy n'ont pas souhaité s'exprimer.

Depuis vendredi, les effets de cette bombe médiatico-politique sont savamment amplifiés par les journalistes du groupe Bolloré. La fachosphère – le site FDesouche en tête, mais aussi le polémiste d'extrême droite Jean Messiha, qui a [distillé sa haine](#) sur fonds publics pendant cinq ans – n'est pas en reste pour présenter cette scène comme le symptôme d'une grande confusion. Éric Zemmour le fait aussi, ce qui ne manque pas d'ironie alors qu'il est l'incarnation de cette consanguinité entre journalistes et politiques. Nicolas Dupont-Aignan a dénoncé une « *manipulation de l'opinion* ». Le député d'extrême droite Matthias Renault [a saisi la présidente de France Télévisions](#), Delphine Ernotte, pointant une « *absence d'impartialité politique* ».

Une matière « inflammable »

Mais il n'y a pas que l'extrême droite. Le député Horizons Jérémie Patrier-Leitus, vice-président de la commission culture à l'Assemblée nationale, a [indiqué](#) saisir l'Arcom (le régulateur de l'audiovisuel). Du côté gauche du spectre politique, Jean-Luc Mélenchon a [raillé](#) sur X une vidéo « *consternante* » : « *Deux journalistes essentiels de l'officialité PS, Thomas Legrand et Patrick Cohen, complotent pour valoriser un axe "de Ruffin à Canfin" et Glucksmann. La caste choisit ses masques politiques.* » Un édit de Thomas Legrand en date du 25 mars, [intitulé](#) « *Comment Jean-Luc Mélenchon s'est Jeanmarielepenisé* », avait fait vivement réagir les Insoumis, dont l'opinion se trouve sûrement confortée par ces extraits.

Il y a deux semaines, le leader insoumis s'illustre par ailleurs [en refusant l'accès](#) des universités d'été du mouvement à un journaliste du journal *Le Monde*, provoquant un véritable tollé (lire [ici la position](#) de Mediapart) concernant sa vision de la liberté de la presse.



Rachida Dati, ministre de la culture et candidate à la mairie de Paris, en juillet 2025 à Sylvanès. © Lionel BONAVENTURE / AFP

À l'exception notable de l'eurodéputée Horizons [Nathalie Loiseau](#), peu de politiques se sont ému·es par contre de l'attitude de Rachida Dati. Pour l'historien de la presse et des médias Alexis Lévrier, c'est pourtant essentiel : « *Ses attaques contre la presse et l'audiovisuel public sont sans précédent dans l'histoire de la V^e République. C'est l'importation en France du modèle Trump ou Orbán* », dit-il à Mediapart.

Pour lui, il faut poser un regard froid sur cette matière hautement inflammable. Si les propos de Thomas Legrand sur Raphaël Glucksmann sont maladroits et choquants, il rappelle qu'ils sont tenus en *off* et que les éditorialistes « *ont vocation à avoir un angle, un point de vue assumé* ». Le contexte n'aide cependant pas à relativiser leur gravité. Léa Salamé, compagne de Raphaël Glucksmann, potentiel candidat à la présidentielle, présente depuis peu le JT de France 2, après avoir officié pendant des années à la tête de la matinale d'Inter, la plus écoutée de France.

Cette séquence est utilisée par tous ceux qui veulent faire taire l'audiovisuel public.

Alexis Lévrier, historien des médias

Les méthodes du média d'extrême droite à l'origine de cette révélation et la grille de lecture largement adoptée depuis vendredi interrogent également. « *Ce montage, découpé de manière à nuire, doit nous interpeller pour la séquence médiatique dans laquelle il s'inscrit : une offensive tous azimuts. Cette séquence est utilisée par tous ceux qui veulent faire taire l'audiovisuel public, dont Vincent Bolloré et Rachida Dati elle-même* », analyse Alexis Lévrier.

Que France Inter ait pris la décision de suspendre Thomas Legrand est donc un mauvais signe, selon le chercheur. Selon *Le Monde*, Adèle Van Reeth, directrice de France Inter, a envoyé un message à ses équipes dénonçant les méthodes de l'extrême droite mais estimant que « *les propos tenus par Thomas Legrand peuvent prêter à confusion et alimenter la suspicion quant à l'utilisation de [leur] antenne à des fins partisans* ».

Samedi, le PS a déclaré dans un communiqué qu'« *aucune collusion n'existe entre [lui] et les journalistes quels qu'ils soient. Il suffit pour s'en convaincre de lire ou d'écouter leurs éditoriaux* ». Il dénonce une séquence dont « *le seul but d'entretenir une lecture complotiste du monde* ».

Le 1^{er} juin, dans son éditorial, Patrick Cohen [étrillait](#) effectivement « *les socialistes qui font semblant de pouvoir gouverner tous seuls* », et qui sont « *les mêmes qui faisaient le procès en trahison de ceux qui, hormis Lucie Castets, auraient pu accepter Matignon et composer avec Macron* ».

Cette séquence s'inscrit dans des débats récurrents sur le journalisme politique et la manière dont il se pratique. Dans son livre *Il n'y a que moi que ça choque ?*, le journaliste de *Libération* Rachid Laïreche [avait déjà aiguisé ses critiques](#) contre une profession accusée de trop grande proximité avec ses sources, à travers notamment des déjeuners et des dîners en *off*. Une lecture jugée alors caricaturale par plusieurs de ses confrères et consœurs.

[Mathieu Dejean](#)